Formation COMMERCE, SERVICES

Avant-projets de programmes statistiques 2009

	Page
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'EMPLOI	
Insee	
Direction des statistiques d'entreprises - Département des activités tertiaires.....	2
Direction des études et synthèses économiques - Division des enquêtes de conjoncture	8
MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES PROFESSIONS LIBÉRALES	
Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales (DCASPL) - Bureau A1 : Observatoire des activités commerciales, artisanales, de services et des professions libérales.....	15
BANQUE DE FRANCE	
Direction générale des études et des relations internationales - Direction des enquêtes et des publications économiques	19
<i>Pour information, programme présenté à la formation « Monnaie, finance, balance des paiements »</i>	
BANQUE DE FRANCE	
Secrétariat général - Direction des entreprises.....	20

Réunion du 28 mai 2008

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Insee

- Direction des statistiques d'entreprises
 . Département des activités tertiaires

1. Exposé de synthèse

Pour les statistiques sur le commerce et les services, 2009 sera une année de transition marquée par des évolutions qui touchent l'ensemble de la statistique d'entreprises. La prise en compte du changement de nomenclature d'activités puis de l'évolution du dispositif d'élaboration des statistiques structurelles vont largement mobiliser les unités en charge du commerce et des services qui devront revoir progressivement l'ensemble des diffusions de résultats. De ce fait, on marquera une pause dans les enquêtes thématiques pour lesquelles aucun avis d'opportunité n'est demandé à la réunion du printemps 2008.

En effet, le principal changement concerne les statistiques structurelles. Le programme de refonte des statistiques annuelles d'entreprises (dit programme RESANE) est un grand chantier structurant qui modifie la collecte et le traitement des données annuelles à partir de l'année de constat 2008 et donc les enquêtes et travaux menés en 2009. Concernant le commerce et les services, on devrait disposer à terme de façon plus rapide et plus cohérente de données annuelles définitives en décembre n+1 sur l'année de constat n, avec de premiers résultats agrégés dès juillet n. Ce nouveau dispositif constitue un grand progrès en termes de délais et de qualité des données annuelles. A court terme en 2009, cette innovation importante se fera avec un léger resserrement en termes de variables collectées par rapport aux enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) Commerce et Services qui disparaîtront de fait. Les nouvelles enquêtes dites enquêtes sectorielles annuelles (ESA) reprendront principalement l'information sur la ventilation du chiffre d'affaires par activités fines avec un champ d'interrogation identique à celui des actuelles EAE. Mais elles devraient présenter l'avantage de couvrir chaque année de la même façon l'ensemble de leur champ mettant fin à une procédure dite d'alternance sectorielle, selon laquelle les enquêtes annuelles commerce et services ne fournissaient des informations sectorielles détaillées qu'une année sur deux (par exemple, les années paires pour le commerce de détail et les années impaires sur le commerce de gros). Ces nouvelles données seront diffusées à partir de début 2010 sur l'exercice 2008.

2. Travaux nouveaux pour 2009

En 2009, compte tenu du démarrage des enquêtes sectorielles annuelles, il n'est pas prévu d'enquêtes nouvelles pour lesquelles on demande un avis d'opportunité. En 2009, on déterminera un programme **d'enquêtes thématiques** et on commencera à préparer une ou plusieurs enquêtes qui seraient présentées au printemps 2009 pour avis d'opportunité avec la perspective d'une réalisation fin 2009 début 2010. Les thèmes envisagés actuellement sont ceux qui sont évoqués dans le projet de programme à moyen terme : points de vente pour le commerce, enquête spécifique sur le commerce électronique, enquête pilote éventuelle pour l'extension de l'ESA Services à certains secteurs, investigation sur les taux de marge par produit dans le commerce, immatériel, demande de services ....

En aval des enquêtes menées précédemment, il y aura aussi des travaux d'approfondissement. S'agissant des **réseaux d'enseigne**, on continuera à diffuser les résultats des enquêtes 2006, 2007 et 2008 et on proposera de mettre en place un dispositif régulier d'observation. Rappelons qu'en réponse à des demandes anciennes exprimées par la formation « Commerce Services » du CNIS ou par la commission des comptes du commerce, on a lancé des enquêtes auprès des têtes de réseaux d'enseignes sur le commerce (2006 et 2007) et sur les services (2008). Ces enquêtes portent sur les réseaux d'enseigne et donc essentiellement sur les réseaux de succursalistes, de franchise ou de groupement coopératif. En 2009, il faudrait définir un dispositif pérenne de suivi des principaux réseaux, au moins pour les plus grandes unités. Pour les autres réseaux, de nouvelles enquêtes lancées d'ici quelques années permettraient de voir comment évoluent l'emprise et le fonctionnement interne de ces réseaux d'enseigne. Au delà de ce suivi régulier, on voudrait pouvoir évaluer dans quelle mesure l'appartenance à un réseau a une incidence sur le comportement des membres du réseau, par exemple en termes de performances, de propension à innover ou de localisation. La

démarche exploratoire entreprise en 2008 pour identifier les contours de réseaux sera poursuivie, avec la perspective d'enrichir le répertoire statistique par des informations sur les liens contractuels entre entreprises indépendantes. A terme, un tel repérage des unités appartenant à un réseau devrait également permettre de mieux caractériser les notions de petit et de grand commerce en isolant la catégorie des indépendants organisés en réseau.

3. Opérations répétitives

Parmi les opérations répétitives, on évoquera trois travaux déjà engagés.

L'exploitation des fichiers de TVA

En matière de statistiques de court terme, l'exploitation des fichiers de TVA permet de calculer des indices mensuels de chiffre d'affaires à un grand niveau de détail sur le tertiaire, lesquels sont disponibles dans un délai de deux mois compatible avec le règlement européen sur les statistiques de court terme. Sur le seul commerce de détail, selon ce règlement, on doit aussi réaliser une estimation précoce d'indice de chiffre d'affaires à un mois, laquelle s'appuie sur une petite enquête mensuelle auprès des grandes surfaces alimentaires, dite Enquête EMAGSA ; cette dernière enquête sera présentée au comité du label du CNIS en 2008, dans le cadre du programme qui conduit à un réexamen tous les cinq de toutes les enquêtes régulières par le comité du label. En 2009, pour l'exploitation des fichiers TVA, il est prévu de consolider la qualité du dispositif par une meilleure prise en compte de la démographie des unités (créations et disparitions d'entreprises), phénomène qui touche principalement les secteurs tertiaires à fort renouvellement et par une amélioration de l'estimation précoce sur le commerce de détail.

L'observation des prix des services

S'agissant des prix des services il reste à poursuivre le programme de couverture de l'ensemble des activités de services selon les lignes présentées à la formation « Commerce Services » au printemps 2007. A cette date, la collecte de prix permettait de répondre entièrement au règlement européen sur les statistiques de court terme par la transmission d'une quinzaine d'indices trimestriels agrégés, 70 % du champ théorique fixé initialement par le CNIS pour cette opération faisait l'objet de collecte ; à l'heure actuelle, sont aussi diffusés régulièrement sur le site Insee une cinquantaine d'indices plus détaillés (selon des découpages arrêtés le plus en concertation avec les organisations professionnelles concernées). Allant au-delà des seules obligations européennes actuelles (et anticipant une évolution probable), on vise sur le moyen terme à couvrir progressivement l'ensemble des grandes sections d'activité relevant des services, soit les sections J (information et communication), M (activités spécialisées scientifiques et techniques), N (activités de services administratifs et de soutien) et L (Immobilier). En 2008-2009, on devrait étendre la collecte de prix à des branches comme les télécommunications, la téléphonie, les agences de presse, les centres d'appel, l'édition de livres et de journaux de façon à couvrir l'ensemble de section J. Par ailleurs, de façon à améliorer le partage volume-prix pour l'élaboration des comptes nationaux, on devrait aussi lancer la collecte de prix pour certaines activités liées à l'assainissement (collecte et traitement de déchets).

Enquêtes sur les technologies de l'information et de la communication (TIC)

Il s'agit de mener chaque année jusqu'en 2010 une enquête rendue obligatoire par un règlement européen. Ces enquêtes TIC ont un contenu très largement imposé par le niveau européen avec des thèmes variables ; elles portent essentiellement sur les équipements matériels et logiciels liés aux TIC ; pour 2009, la partie variable concernera le commerce électronique. Cette enquête comportera des questions sur le commerce électronique au sens large (en tenant compte de tous les échanges de données informatisés) et au sens strict (en se limitant à Internet), elle devrait permettre de mesurer le développement de cette forme émergente de commerce.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

La mise en œuvre du programme RESANE à compter de 2009 avec une nouvelle enquête sectorielle annuelle conduira à une réduction massive de la charge statistique pesant sur les entreprises. D'une part, en supprimant la collecte des données comptables et sur l'emploi pour lesquelles on mobilisera des sources fiscales ; d'autre part, par un allègement des variables extracomptables des enquêtes

annuelles d'entreprises. L'ESA sera ainsi resserrée autour de l'observation de l'activité et notamment de la ventilation fine du chiffre d'affaires par activité. Certaines variables sur les dépenses des entreprises ne seraient plus demandées tous les ans, mais par exemple tous les cinq ans ; ainsi, on envisage de réaliser à moyen terme une enquête thématique sur la demande de services des entreprises du tertiaire, cette investigation souhaitée par les comptes nationaux pourrait ensuite être reprise régulièrement sous la forme d'une enquête thématique couvrant tous les secteurs. De même, le suivi du commerce électronique ou des réseaux sera mieux assuré par des enquêtes thématiques pluriannuelles, ce qui a conduit à supprimer ces variables de l'ESA.

Pour le commerce, l'ESA comportera encore des spécificités sectorielles sur l'analyse de l'amont (les fournisseurs), de l'aval (la clientèle) et sur l'équipement commercial (nombre de magasins par taille, ...).

Pour les services, l'ESA maintiendra un cadre d'analyse de la clientèle ainsi que les seules questions qui permettent de mieux cerner les activités exercées. A terme, on envisage par ailleurs de revoir le champ de l'enquête pour couvrir plus largement les activités de services selon la nouvelle nomenclature, notamment en couvrant complètement la nouvelle section R «Activités créatives artistiques et de spectacle». Ce point devra être examiné en 2008-2009.

Par ailleurs, la possibilité de répondre par Internet aux enquêtes est une modalité d'allègement de la charge statistique pesant sur le entreprises. Pour l'enquête sur les prix des services aux entreprises, cette option est offerte depuis janvier 2004, environ une entreprise sur quatre a désormais choisi ce mode de réponse. Il est prévu d'ouvrir cette option en 2009 pour la réponse aux enquêtes mensuelles de fréquentation touristique adressées aux hôtels.

5. Aspects particuliers du programme 2009

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Pas de développement spécifique à signaler en 2009.

5.2. Aspects « environnement »

L'enquête thématique sur le suivi statistique des déchets non dangereux dans le commerce menée en 2007 a permis de contribuer à la réponse française au règlement statistique sur les déchets en 2008. Compte tenu du caractère structurel des résultats, il n'est pas envisagé de reconduire l'enquête dès 2009 ; mais une telle enquête pourrait être reconduite ultérieurement si nécessaire.

5.3. Aspects « européens »

Le département participe à plusieurs groupes de travail d'Eurostat : d'abord sur les statistiques sur la société de l'information avec un groupe de travail qui suit la mise en œuvre du règlement européen sur les enquêtes TIC 2006-2010 ; il est vraisemblable que l'obligation européenne sera reconduite à partir d'un nouveau texte juridique. Il y a ensuite un groupe de travail sur les prix des services aux entreprises qui vise à préciser les aspects méthodologiques ; cette structure devrait notamment mettre à jour à jour un manuel méthodologique Eurostat-OCDE dont une première version a été diffusé début 2006. Enfin, un groupe de travail sur les statistiques structurelles concernant les secteurs des services propose et examine des modalités d'interrogation pour mesurer la production de certains services selon une ventilation fine par produit.

6. Diffusion des travaux

En 2009, on devra profondément rénover le dispositif de publications des résultats annuels d'abord du fait du changement de nomenclatures mais surtout pour prendre en compte les données issues de RESANE. Ces points restent à instruire en 2008-2009. A ce stade, on ne peut qu'esquisser de grandes orientations. D'une part, la mise en ligne de résultats sur internet sera privilégiée en visant par exemple à maintenir l'équivalent des fiches sectorielles EAE Commerce et Services très souvent

utilisées pour répondre à un large spectre de demandes. Par ailleurs, il faudra refondre nécessairement les publications de synthèses comme « Le Commerce en France » et « Les Services en France » et peut être les rapports sur les comptes.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2004-2008

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Enquête "Points de vente"	Département DAT de l'Insee	Lancement fin 2004	Renouvellement	Publication des résultats achevée en 2007 avec un numéro d'Insee Résultats
Enquêtes thématiques	Département DAT de l'Insee	Lancement fin 2005	Enquête auprès des réseaux du commerce de détail	Premiers résultats de l'enquête 2006 publiés début 2007 ; extension au reste du secteur du commerce de détail fin 2007 et à certains secteurs des services début 2008.
Enquête "Innovation"	Département DAT de l'Insee	Lancement fin 2005	Enquête harmonisée européenne (CIS4) réalisée par le Sessi pour l'ensemble des secteurs	Premiers résultats diffusés à l'été 2006 par le Sessi. Analyses sectorielles sur le commerce et les services diffusées en 2007.
Enquête légère sur l'innovation	Département SSE de l'Insee-DEP-Sessi-Scees	En 2007 sur 2006 ou 2011 sur 2010 selon les secteurs probablement.	Repris dans le dispositif précédent d'enquête innovation européenne.	
Mise en œuvre du règlement statistique européen sur la société de l'information	Département DAT de l'Insee - DDM	Lancement fin 2005 Lancement fin 2006	Enquête menée par l'Insee sur l'ensemble des secteurs. Première enquête menée début 2006 façon fusionnée avec l'enquête sur les changements organisationnels et l'informatisation (dite COI-TIC 2006). Enquêtes annuelles suivantes limitées à la partie TIC européenne et réalisées sur 2007, 2008, 2009 et 2010.	Premiers résultats de l'enquête COI-TIC 2006 diffusé début 2007. Lancement d'une enquête TIC 2007 fin 2006, TIC 2008

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
				fin 2007.
Extension de couverture des indices de prix des services aux entreprises	Département DAT de l'Insee	Opération permanente	Extension suivant les exigences du règlement européen. Révision en 2007 des objectifs initiaux fixés en 1997 par le CNIS.	Première transmission à Eurostat mi-2006.
Enquête "Changements organisationnels et informatisation" (COI)	Département DAT Insee - DARES - SESSI - SCEES - SESP- CEE	Fin 2006	Renouvellement.	Enquête menée en 2006, premiers résultats diffusés début 2007

Publications réalisées en 2007

Insee Première :

- Des TIC de plus en plus diversifiées dans les entreprises
- Les innovations dans les services marchands : avant tout liées aux nouvelles technologies
- Les administrations, clientes des PME de services
- Le commerce en 2006
- Les services marchands en 2006
- Les ressorts de l'économie des services : dynamique propre et externalisation
- Les réseaux d'enseigne très présents dans le commerce

Rapports sur les comptes (rapport des commissions sectorielles des comptes)

- Les services en 2005
- Le commerce en 2005
- Les transports en 2005

Références :

- Les Services en France - Edition 2007
- Le Commerce en France - Edition 2007

Insee Résultats sur le site Insee:

- Les entreprises du commerce de détail en 2005
- Les entreprises de services en 2005
- Les réseaux du commerce de détail en 2006
- Les points de vente du commerce de détail

Prévisions de publications pour 2008

Insee Première :

- Les déchets des établissements commerciaux
- L'équipement des entreprises en TIC
- La sous traitance des prestations en TIC
- Les mutations des services informatiques
- Le commerce en 2007
- Les services marchands en 2007

- Les relations au sein des réseaux d'enseigne dans le commerce
- Les réseaux d'enseigne dans le commerce de l'habillement
- Les réseaux d'enseigne dans les services
- L'impact de l'innovation sur les performances des entreprises de services
- Le secteur des entreprises de location
- La diffusion des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises
- Les branches de l'économie qui utilisent des services

Rapports sur les comptes (rapport des commissions sectorielles des comptes)

- Les services en 2006
- Le commerce en 2006
- Les transports en 2006

Références :

- Les Services en France - Edition 2008
- Le Commerce en France - Edition 2008

Insee Résultats sur le site Insee:

- Les entreprises du commerce de gros en 2006
- Les entreprises de services en 2006
- Les déchets des établissements commerciaux en 2004
- Les réseaux du commerce de détail en 2006
- Les réseaux des services en 2008

BMS, Infos rapides :

- Indices de chiffres d'affaires du commerce, des services et des transports
- Indices des prix des services aux entreprises

www.insee.fr :

- Fiches sectorielles Commerce et Services
- Indices de chiffres d'affaires du commerce, des services et des transports
- Indices des prix des services aux entreprises

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Insee

- Direction des études et synthèses économiques
- . Département de la conjoncture
- .. Division des Enquêtes de conjoncture

1. Exposé de synthèse

Les travaux statistiques de la division des enquêtes de conjoncture continueront à porter sur l'introduction d'innovations de produits et de gestion, en vue d'améliorer, simplifier et moderniser l'actuel dispositif de production et de valorisation des enquêtes de conjoncture de l'Insee, dans le cadre du système européen harmonisé des enquêtes de conjoncture.

Le point central du programme statistique 2009 des enquêtes de conjoncture concernera l'opération de changement de nomenclature. La DG-ECFIN, en charge du programme européen harmonisé des enquêtes de conjoncture, a proposé d'introduire le changement de nomenclature en mai 2010. L'impact de cette opération sera important lors de la phase de production, qui demandera un investissement important pour les responsables d'enquêtes et l'équipe de maintenance de l'application Conjoncture. Les travaux prendront de plus en plus d'ampleur à partir de mi-2008 et devraient pouvoir se terminer fin 2009. Il faudra ainsi notamment adapter les programmes pour intégrer les nouveaux codes APE (en 5 positions), les nouveaux codes NAF, convertir l'activité des entreprises et les codes produits en nouvelle nomenclature, déterminer de nouvelles pondérations, calculer les soldes d'opinion en nouvelle nomenclature, rétropoler les données antérieures en nouvelle nomenclature, opération qui ne pourra être totalement automatisée et qui nécessitera d'étudier au cas par cas tel ou tel aspect de l'opération.

La DG-ECFIN a par ailleurs demandé aux instituts producteurs d'enquêtes de conjoncture de transmettre les données un jour plus tôt à 12 heures (au lieu de 16 heures actuellement) à partir de mai 2008 et deux jours plus tôt en 2009. Il a également été approuvé la proposition de la DG-ECFIN d'avancer la transmission des résultats de l'enquête sur les investissements dans l'industrie à la fin du mois d'avril (contre fin mai actuellement) et à la fin du mois de novembre (contre fin décembre actuellement).

La division des enquêtes de conjoncture poursuivra en 2009 l'extension progressive du site de collecte et de retour d'information par internet à l'enquête trimestrielle « Investissements dans l'industrie », qui sera la 8^{ème} enquête de conjoncture à bénéficier du dispositif en ligne.

Deux innovations, assez fondamentales, seront également étudiées, et selon les conclusions, mises en œuvre : d'une part, le recueil des constantes structurelles (chiffres d'affaires, effectifs), à partir des données des statistiques annuelles d'entreprises, et notamment des sources administratives, pour ne plus avoir à demander ces informations sur les questionnaires d'enquêtes ; d'autre part, la suppression de la saisie manuelle des réponses conjoncturelles réalisée à l'Insee, soit en introduisant un dispositif de lecture optique des questionnaires (sur le modèle du recensement de la population), soit en sous-traitant la saisie en externe.

S'agissant des innovations de produits, les travaux consisteront à étendre le champ des indicateurs synthétiques, pour développer des indicateurs « France », de manière à disposer d'une vision macro-économique de la conjoncture française et non plus uniquement sectorielle comme pour les indicateurs existants. Les enquêtes de conjoncture s'approprieront également les recommandations de la mission sur la réforme du système de publication des Informations Rapides.

2. Travaux nouveaux pour 2009

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Aucune nouvelle enquête ni aucune rénovation d'enquête n'est envisagée pour 2009.

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2009

Sera étudiée une utilisation plus intensive des données des statistiques annuelles d'entreprises, et notamment des sources administratives, lors de la phase de mise à jour annuelle des constantes structurelles des différentes enquêtes de conjoncture (chiffres d'affaires, effectifs).

2.3 Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2009

Les travaux statistiques prévus pour 2009 continueront à porter sur l'introduction de nouvelles innovations de produits et de gestion, en vue d'améliorer, simplifier et moderniser l'actuel dispositif de production et de valorisation des enquêtes de conjoncture de l'Insee, dans le cadre du système européen harmonisé des enquêtes de conjoncture.

2.3.1. Innovations de gestion

- Travaux, très conséquents, attendus dans le cadre du changement de nomenclature, dont l'application s'imposera à toutes les enquêtes de conjoncture, très vraisemblablement en mai 2010 : intégrer les nouveaux codes APE (en 5 positions), les nouveaux codes NAF, convertir l'activité des entreprises et les codes produits en nouvelle nomenclature, déterminer de nouvelles pondérations, calculer les soldes d'opinion en nouvelle nomenclature, rétopoler les données antérieures en nouvelle nomenclature, ... ;
- Transmission avancée d'un jour à 12 heures (au lieu de 16 heures actuellement) à partir de mai 2008 et de deux jours en 2009 des résultats des enquêtes de conjoncture à la DG ECFIN. Avancement également de la transmission à la DG-ECFIN des résultats de l'enquête sur les investissements dans l'industrie à la fin du mois d'avril (contre fin mai actuellement) et à la fin du mois de novembre (contre fin décembre actuellement), à partir de la fin 2008 ;
- Extension progressive du site de collecte et retour d'information par internet à l'enquête trimestrielle sur les « Investissements dans l'industrie » en 2009. Programme qui se finalisera par la mise en ligne de l'enquête trimestrielle de conjoncture dans la « Construction immobilière » en 2010 ;
- Étudier, et selon le cas, mettre en œuvre, une procédure qui permette de s'affranchir de la saisie des réponses structurelles (chiffres d'affaires, effectifs), à partir des statistiques annuelles d'entreprises, et notamment les sources administratives, pour ne plus avoir à demander ces informations sur les questionnaires d'enquêtes ;
- Étudier, et selon le cas, mettre en œuvre, une procédure qui permette de s'affranchir de la saisie des réponses conjoncturelles. Sera notamment étudiée la possibilité, soit d'introduire un dispositif de lecture optique des questionnaires (sur le modèle du recensement de la population), facilité par le fait que la plupart des réponses sont qualitatives ; soit de sous-traiter la saisie en externe ;
- Investissement statistique et informatique à prévoir dans le cadre de la Refonte de l'application Conjoncture.

2.3.2. Innovation de produits

- Développement de nouveaux indicateurs synthétiques « France », de manière à disposer d'une vision macro-économique de la conjoncture française et non plus uniquement sectorielle comme pour les indicateurs existants ;
- Mise en œuvre des recommandations de la mission sur la réforme du système de publication des Informations Rapides, notamment la diffusion des séries longues depuis la BDM2 et la standardisation des Informations Rapides ;
- Diffusion de nouveaux Insee Méthodes, en 2008 et 2009, pour les enquêtes de conjoncture « Investissements dans l'industrie », « Services » et « Artisanat du bâtiment ».

2.3.3. Le développement de l'insertion européenne

La DG-ECFIN est chargée d'assurer la production de statistiques communautaires sur les enquêtes de conjoncture. Cette coopération est obtenue dans le cadre du Système Européen Harmonisé des Enquêtes de Conjoncture (SEHEC). Le SEHEC est un partenariat comprenant la DG-ECFIN, les instituts nationaux de statistique et d'autres organismes statistiques nationaux responsables, dans chaque État membre, de la production et de la diffusion de statistiques européennes sur les enquêtes de conjoncture.

Au cours de l'année 2009, les travaux du groupe des experts nationaux des enquêtes de conjoncture coordonné par la DG-ECFIN porteront sur l'introduction de la nouvelle nomenclature NACE et ses implications pour les enquêtes de conjoncture, l'intérêt de développer davantage les questions sur l'investissement, la couverture du secteur des services, l'enquête pilote dans le secteur des services financiers, les questions quantitatives sur les prix, les progrès dans l'harmonisation européenne des questionnaires d'enquêtes et la construction d'indicateurs synthétiques à partir de modèles à facteurs dynamiques.

3. Opérations répétitives

3.1 Enquêtes

En 2009, la division effectuera les opérations statistiques décrites ci-dessous :

Enquêtes	Taille de l'échantillon	Obligatoire	Communautaire
Enquête mensuelle de conjoncture dans les services	4 500 entreprises	Oui	Oui
Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie	4 000 entreprises	Oui	Oui
Enquête mensuelle de conjoncture dans le commerce de détail et le commerce et réparation automobile	3 750 entreprises	Oui	Oui
Enquête trimestrielle sur les investissements dans l'industrie	4 000 entreprises	Oui	Oui
Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment	2 500 entreprises	Non(*)	Oui
Enquête trimestrielle dans les travaux publics (réalisée par la FNTP en collaboration avec l'Insee)	2 000 entreprises	Non(*)	Oui
Enquête bimestrielle de conjoncture dans le commerce de gros	3 000 entreprises	Non	Non
Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'artisanat du bâtiment	1 500 entreprises	Non	Non
Enquête trimestrielle de conjoncture dans la construction immobilière	1 000 entreprises	Non	Non
Enquête semestrielle sur la situation de trésorerie dans l'industrie	4 000 entreprises	Non	Non

(*) A la date de rédaction de ce document.

3.2 Exploitation de fichiers administratifs

Sans objet.

3.3 Autres travaux

Sans objet.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Les enquêtes de conjoncture, de nature essentiellement qualitative, ne constituent pas une charge très importante pour les entreprises : la réponse aux questionnaires de conjoncture les plus importants excède rarement le quart d'heure.

Plusieurs allègements de questionnaires ont été initiés les années précédentes, qui pourront le cas échéant être poursuivis en 2009, notamment pour les questions relatives aux retards et délais de paiement.

La division des enquêtes de conjoncture poursuit par ailleurs l'extension progressive du site de collecte et de retour d'information par internet à l'ensemble des enquêtes de conjoncture auprès des entreprises. À la date de janvier 2008, ce dispositif est désormais proposé à six enquêtes de conjoncture : « Commerce de gros », « Industrie », « Services », « Bâtiment », « Commerce de détail » et « Artisanat du bâtiment ».

L'utilisation plus intensive des données des statistiques annuelles d'entreprises, et notamment des sources administratives, lors de la phase de mise à jour annuelle des constantes structurelles des différentes enquêtes de conjoncture (chiffres d'affaires, effectifs), pourra également contribuer à diminuer la charge statistique des entreprises.

5. Aspects particuliers du programme 2009

5.1 Aspects « régionaux et locaux »

Les aspects régionaux des enquêtes de conjoncture sont traités par la DDAR et les Directions Régionales de l'Insee.

5.2 Aspects « environnement »

Sans objet.

5.3 Aspects « européens »

La plupart des enquêtes nationales de conjoncture font partie du système harmonisé d'enquêtes de conjoncture de la Communauté européenne. Les résultats agrégés sont transmis à la Commission européenne, plus précisément à la Direction Générale des Affaires Économiques et Financières.

6. Diffusion des travaux

Toutes les sorties d'enquêtes font l'objet d'une publication dans les *Informations Rapides*, mises en ligne sur le site internet de l'Insee : <http://www.insee.fr>

Les résultats détaillés des enquêtes de conjoncture européennes sont également diffusés sur le site internet de la Commission européenne :

http://europa.eu.int/comm/economy_finance/indicators/businessandconsumersurveys_en.htm

ou de l'OCDE, à l'adresse : <http://www.oecd.org/std/bt-coi/coordination>

La plupart des séries des enquêtes de conjoncture sont mobilisables à partir de la Banque de Données Macroéconomiques (BDM). Ces séries seront désormais en ligne sur le site internet de l'Insee (BDM2).

En outre, l'analyse des résultats des enquêtes de conjoncture est à l'origine de fiches, encadrés et dossiers publiés régulièrement dans les *Notes et Point de Conjoncture*. Certains travaux plus approfondis font l'objet de publications ponctuelles dans des revues d'économie.

Enfin, la méthodologie est précisée dans des volumes publiés dans la collection Insee Méthodes, en version bilingue français - anglais. Des volumes méthodologiques sur les enquêtes de conjoncture « Commerce de détail », « Commerce de gros », « Bâtiment » et « Industrie » sont disponibles. Suivront en 2008 et 2009 des volumes correspondant pour les enquêtes « Investissement dans l'industrie », « Services » et « Artisanat du bâtiment ». Ces volumes seront mis à disposition sur le site internet de l'Insee.

La mise en production conjointe du site de collecte et de consultation des résultats par internet et du Portail entreprises (<http://entreprises.insee.fr>) enrichit les informations conjoncturelles (nationales, européennes et internationales) mises à disposition des entreprises et des internautes et en simplifie grandement l'accès.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2004 - 2008

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Réponses aux demandes européennes	Division des enquêtes de conjoncture.		Extensions sectorielles d'enquêtes (enquête « Services »), évolutions de questionnaires, mise à disposition précoce de résultats d'enquêtes, réalisation d'enquêtes spécifiques, selon demandes de la Commission européenne.	Résultats transmis chaque mois à la CE. Harmonisation des questionnaires de quatre enquêtes européennes : janvier 2004. Enquête quinquennale sur les perspectives de croissance et de création d'emplois dans l'Union européenne : exécutée en 2004. Extension de l'enquête « Services » au transport routier de marchandises : février 2006.
Collecte et consultation des résultats par Internet des enquêtes de conjoncture auprès des entreprises	Division des enquêtes de conjoncture.		Après l'ouverture du site à la première enquête, extension progressive aux autres enquêtes de conjoncture.	Ouverture : - « Commerce de gros » : janvier 2004. - « Industrie » : novembre 2005. - « Services » : mai 2006. - « Bâtiment » : juin 2007. - « Commerce de détail » : juin 2007. - « Artisanat du bâtiment » : janvier 2008 - « Trésorerie dans l'industrie » : programmé en juin 2008.
Démarche qualité	Division des enquêtes de conjoncture.		Dans le cadre des plans d'action qualité de l'Insee.	Engagements pris dans la fiche action qualité n°24 du plan d'action 2006 tenus. Engagements pris dans la fiche action qualité n°12 du plan d'action 2007 tenus. Engagements pris dans la fiche action qualité n°8 du plan d'action 2008.
Participation au diagnostic conjoncturel : analyse économique des séries, prévisions à court terme sur leur base.	Division des enquêtes de conjoncture.		Analyses conjoncturelles, comparaison avec des données extérieures, réalisation de prévisions dans le cadre de la préparation des <i>Notes et Point de conjoncture</i> , ...	Indicateur du climat des affaires : - « Commerce de gros » : juillet 2006. - « Bâtiment » : juin 2007. - « Commerce de détail » : décembre 2007. Indicateur de retournement : - « Bâtiment » : juin 2007. - « Commerce de gros » : programmé courant 2008.

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Communication méthodologique sur les enquêtes et leurs utilisations	Division des enquêtes de conjoncture.		Rédaction de volumes (Insee méthodes, en français et en anglais) décrivant les enquêtes et leur utilisation en analyse conjoncturelle ; dossiers de <i>Notes de conjoncture</i> , articles, ...	Insee Méthodes : - « Commerce de détail » : octobre 2005. - « Commerce de gros » : février 2006. - « Bâtiment » : mai 2006. - « Industrie » : parution début 2007. - « Investissements dans l'industrie », « Services » et « Artisanat du bâtiment » : programmés à partir de 2008.
Évolutions et réécriture de l'application Conjoncture	Division des enquêtes de conjoncture.		Préparation des évolutions de l'application informatique Conjoncture (évolutions ponctuelles, adaptation à l'ouverture d'une collecte par Internet, intégration des évolutions de nomenclatures).	Démarche en continu. Déclaration d'intention de projet, suivie d'une étude d'urbanisation sur l'existant macroscopique de l'ensemble des statistiques infra-annuelles d'entreprise.

MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES PROFESSIONS LIBÉRALES

. Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales (DCASPL)

.. Bureau A1 : Observatoire des activités commerciales, artisanales, de services et des professions libérales (OCASPL)

1. Exposé de synthèse

L'observatoire des activités commerciales, artisanales, de services et des professions libérales a qualité de service statistique ministériel (SSM). Il est rattaché à la Direction du commerce de l'artisanat des services et des professions libérales (DCASPL) du MINEFE. C'est un bureau de la sous direction A de cette Direction. Son rôle statistique concerne donc les domaines suivants : les commerces, les services, les entreprises artisanales et les entreprises libérales, dont certaines appartiennent aux commerces et aux services, et, d'une manière générale, les « très petites entreprises » (entreprises indépendantes de moins de 20 salariés) et également les PME (entreprises indépendantes de moins de 250 salariés).

Son champ est donc transversal et se situe dans le champ de trois des formations du CNIS : commerce et services, industrie, urbanisme et logement.

L'observatoire n'effectue pas d'enquête statistique directement mais exploite les sources administratives ou les enquêtes existantes.

Pour ce qui concerne la formation commerce-services :

Il y a recouvrement du commerce et des services d'une part, et de l'artisanat de l'autre dans les domaines suivants (décret du 2 avril 1998 relatif à la qualification artisanale et au répertoire des métiers) :

- pour le commerce, dans l'entretien et la réparation automobile, la réparation de motocycles, la réparation d'articles personnels et domestiques, le commerce de détail de viandes et produits à base de viande, le commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques et enfin les fleuristes
- pour les services aux entreprises, dans la réparation de machines de bureau et de matériel informatique, le contrôle technique automobile, les activités de nettoyage, les studios et autres activités photographiques, les laboratoires techniques de développement et de tirage, le conditionnement à façon et les activités de secrétariat et de traduction,
- pour les services aux particuliers, dans la blanchisserie de gros et de détail, la coiffure, les soins de beauté, les soins aux défunts et les autres services personnels.

Les entreprises relevant des secteurs de l'artisanat doivent s'inscrire au répertoire des métiers si elles n'emploient pas plus de dix salariés. C'est l'inscription au répertoire qui leur confère le caractère artisanal. Mais certaines catégories de salariés (conjoint, associés, handicapés, apprentis...), ne sont pas prises en compte dans le calcul de l'effectif. De plus, le décret du 14 décembre 1995 a mis en place le "droit de suite", qui permet aux entreprises inscrites au répertoire des métiers d'y rester même si elles dépassent le seuil de dix salariés. Le seuil de dix salariés pour les entreprises de l'artisanat ne permet donc pas d'opérer une délimitation de ce secteur dans les statistiques d'entreprises ; de fait, on constate que désormais, une majorité des entreprises relevant des secteurs de l'artisanat, et comptant de 11 à 19 salariés, est inscrite au registre des métiers.

La connaissance juridique des entreprises inscrites au répertoire des métiers (statistiques sur les inscrits) est assurée par l'exploitation du répertoire Sirene où une variable permet de distinguer les activités artisanales et de déterminer la classe de cette activité selon la nomenclature NAFA (nomenclature des activités française de l'artisanat)

La connaissance économique des entreprises artisanales est assurée par des exploitations de la base SUSE de données fiscales et de la base FICUS qui en est issue, ainsi que la base des « liaisons financières » (LIFI). Sont également utilisés pour l'emploi les fichiers DADS, UNEDIC, l'enquête Emploi ainsi que les EAE. Le suivi de la politique de l'emploi est assuré par l'exploitation des fichiers de la DARES.

De même que pour l'artisanat, il y a recouvrement de certains services rendus aux entreprises et des activités libérales pour les activités réglementées (activités juridiques et comptables, d'architectes, de géomètres et de métreurs) et des activités de conseil non réglementées (ingénierie, conseil en informatique et réalisation de logiciels, études de marché et conseil pour les affaires et la gestion). Pour le commerce, sont concernés par ce recouvrement, les pharmacies et les intermédiaires du commerce.

On notera que les entreprises libérales existent également chez les auxiliaires d'assurances, l'enseignement marchand et les activités de santé.

De même que pour l'artisanat, les exploitations sont assurées à partir de la base SUSE de données fiscales et de la base FICUS de l'Insee qui en est issue. Sont également utilisés pour l'emploi les fichiers DADS, UNEDIC, l'enquête Emploi. Certaines données statistiques concernant les professions libérales sont issues des caisses d'assurance maladie des professions libérales, des syndicats professionnels ou des ordres dans le cas des professions réglementées.

Pour ce qui concerne la formation industrie :

Dans les industries agricoles et alimentaires, les activités relevant de l'artisanat, qui sont définies par le décret du 2 avril 1998, sont celles de la section "Industries alimentaires" de la NAF Rév1 (division 15 de la NAF) à l'exception de la vinification (classe 15.9G). Selon les activités, la part des effectifs salariés des entreprises de l'artisanat dans l'effectif salarié de l'ensemble du secteur est très variable (de 1 à 95 %).

Dans les industries correspondant aux divisions 17 à 37 de la NAF, les activités relevant de l'artisanat concernent la quasi-totalité des activités à l'exception de l'édition (NAF 21.1), de l'imprimerie de journaux (NAF 22.2A), d'une partie de la fabrication pharmaceutique de base (24.4A), de la fabrication de médicaments (24.4C), de la fabrication de verres de lunetterie et de contact (partie de 34.4A).

Pour ce qui concerne la formation urbanisme et logement :

Les activités relevant de l'artisanat, qui sont définies par le décret du 2 avril 1998, sont très exactement, sans aucune omission, celles de la section "Construction" de la NAF Rév1 (division 45 de la NAF). Mais selon les activités, la part des effectifs salariés des entreprises de l'artisanat dans l'effectif salarié de l'ensemble du secteur est très variable

Avertissement

L'aboutissement des projets de réorganisation effectués dans le cadre du RGPP risquent de bouleverser le programme pour 2009, ébauché ci-après.

2. Travaux nouveaux pour 2009

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles

Aucune enquête nouvelle n'est envisagée.

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2009

pas de changement dans les exploitations de fichiers administratifs qui sont les principaux travaux statistiques de l'observatoire, en attendant la mise en place de RESANE

2.3 Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2009

Les travaux s'orientent notamment de plus en plus vers l'analyse des petites entreprises et de leur compétitivité (exploitation de FICUS). Des travaux se mettent en place pour mieux connaître la

conjoncture des très petites entreprises (notamment créations mensuelles d'entreprises dans l'artisanat, les activités libérales).

Des travaux d'études sur les évaluations des politiques viseront à élaborer un corpus méthodologique d'évaluation.

3. Opérations répétitives

3.1 Enquêtes

Néant

3.2 Exploitation de fichiers administratifs

- Tabulation du répertoire Sirene3
- Exploitation du fichier SIRENE
- Défaillances des entreprises, notamment artisanales (données mensuelles), exploitation des enquêtes SINE
- Créations des entreprises, notamment artisanales et libérales (données mensuelles), exploitation des enquêtes SINE
- Exploitation des fichiers BIC, BNC, SUSE, FICUS, LIFI
- Exploitation des fichiers DADS
- Exploitation des fichiers de l'UNEDIC
- Exploitation de l'enquête « Emploi »
- - Exploitation des fichiers de suivi de la politique de l'emploi de la DARES

3.3 Autres travaux

Néant

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Cette rubrique ne concerne pas l'observatoire qui ne mène pas de collecte statistique auprès des entreprises.

L'observatoire mobilise de façon intensive les sources existantes, pour l'essentiel les sources administratives, pour répondre aux demandes d'informations statistiques émanant notamment du Cabinet et pour diffuser les données existantes sur support papier (série « Chiffres clefs » notamment) et sur le web.

5. Aspects particuliers du programme 2009

5.1. Aspects "régionaux et locaux"

Les besoins de la DCASPL amènent à développer les études régionales et départementales ou par bassin d'emploi sur les petites entreprises, notamment dans le cadre de l'amélioration à moyen terme des statistiques de l'artisanat. Une étude sur les densités régionales des micro-entreprises sera menée. Des travaux de participation à des études régionales sont menés

Par ailleurs la DCASPL avait piloté en 2004 un groupe de travail sur les statistiques régionales et locales de l'artisanat (voir Exposé de synthèse), rapport qui a été approuvé par le Cnis et a fait l'objet d'un avis. Il est envisagé de piloter le même type de rapport sur les entreprises libérales, en mettant à profit l'adaptation à la nouvelle nomenclature pour assurer l'harmonisation des études menées à partir d'initiatives régionales.

5.2. Aspects environnement

Il n'est pas prévu de développement particulier sur ce sujet.

5.3. Aspects “européens”

L'adoption des règlements européens sur la statistique structurelle d'entreprise (règlement du 20 décembre 1997) et la statistique de court terme (règlement du 19 mai 1998), de la recommandation sur la définition de seuils pour les PME (recommandations du 3 avril 1996 et du 6 mai 2003) permet désormais de disposer de données harmonisées sur les entreprises dans les pays membres (notamment banque de données Newcronos, d'Eurostat). Une rediffusion de ces données est assurée par la DCASPL, un certain nombre d'études sur des comparaisons des structures des différents pays sont envisagées pour 2009.

La DCASPL n'est pas chargée de transmettre des données statistiques à Eurostat.

6. Liste des principales publications récurrentes en 2009

- Guide de la grande et moyenne distribution en France - Edition 2009-20010
- Chiffres clefs du commerce (actualisation annuelle sur papier et sur le site <http://www.pme.gouv.fr/>).
- Chiffres clefs des services (annuel sur papier et sur le site).
- Chiffres clefs de l'artisanat (annuel sur papier et sur le site).
- Chiffres clefs des activités libérales (annuel sur papier et sur le site).
- Chiffres clefs des PME/TPE (annuel sur papier et sur le site).

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2004-2008

L'objectif général du programme à moyen terme 2004-2008 était de développer les outils nécessaires à la compréhension des phénomènes économiques des secteurs artisanaux et des petites entreprises, afin de mieux éclairer les décideurs publics et de répondre aux besoins des professionnels.

De ce point, une meilleure approche des critères permettant de caractériser l'indépendance des entreprises a été adoptée. Il en résulte une analyse économique des secteurs largement améliorée.

Les partenariats avec d'autres organismes (Oséo, ACFCI, CCIP, CDC, Banque de France, APCE, ISM, ENS Cachan, OCDE notamment) ont permis de grossir de manière conséquente le nombre des études.

Ces études sont, soit réalisées en interne à la DCASPL, soit demandées à des services spécialisés du ministère (CGEFI ou CREDOC notamment) ou à des prestataires extérieurs (prestataires de services spécialisés ou organisations professionnelles sur la base d'une convention). Dans ce cadre, vingt études ont été réalisées depuis 2005, autant sont en cours. Une petite dizaine en 2007 et autant en 2008. Les thématiques des études couvrent l'ensemble du champ de compétence de la DCASPL (équipement commercial, formation, simplifications, questions économiques et sociales, juridiques et immobilières, réseaux d'accompagnement, focus fréquent sur les comparaisons internationales).

Un grand nombre des études réalisées sont ensuite publiées sur le site Internet du ministère (« www.pme.gouv.fr ») de façon à valoriser les informations sur les PME. Certaines d'entre elles peuvent faire également l'objet d'un 4 pages électronique, dénommé « PME/TPE en bref » en ligne sur le site ministériel

Par ailleurs, la DCASPL a travaillé en réseau avec les autres acteurs nationaux qui réalisent aussi des études sur les PME. A cet effet, elle a effectué aussi un travail de veille pour le compte du ministère.

BANQUE DE FRANCE

- Direction générale des études et des relations internationales
 . Direction des Enquêtes et des Publications Économiques

STATISTIQUES CONCERNANT LES ENQUÊTES DE CONJONCTURE**1. Exposé de synthèse**

La Direction des Enquêtes et des Publications Économiques publie deux types d'enquêtes :

- ◇ des enquêtes de tendance, couvrant l'activité dans :
  - l'industrie (mensuelle), intégrant un volet trimestriel (investissement, trésorerie, marges),
  - le bâtiment et les travaux publics (trimestrielle),
  - le commerce de gros (trimestrielle),
  - les services marchands (mensuelle depuis octobre 2002, bimestrielle auparavant)
- ◇ une enquête statistique (centralisation mensuelle des chiffres d'affaires du commerce de détail) fournissant des indices en volume par produits et par formes de distribution.

2. Travaux nouveaux pour 2009

Néant

3. Opérations répétitives

- enquête mensuelles dans l'industrie et les services marchands
- enquêtes trimestrielles dans le BTP et le commerce de gros
- enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail

4. Allégement de la charge statistique des entreprises

Néant

5. Aspects particuliers du programme 2009

Néant

6. Publications

- Publication mensuelle de la « Vue d'Ensemble » et des chapitres sectoriels de l'enquête mensuelle de conjoncture sur le site internet de la Banque de France depuis septembre 2003.
- Mise en ligne de l'ensemble des séries de l'enquête mensuelle de conjoncture sur le site internet de la Banque.

Pour information

BANQUE DE FRANCE
 - Secrétariat général
 . Direction des entreprises

STATISTIQUES CONCERNANT LE SYSTÈME PRODUCTIF

La Direction des entreprises est engagée dans des travaux servant principalement deux objectifs de la Banque de France : la connaissance des conditions de financement des entreprises, s'intégrant aux études du domaine monétaire ; la surveillance de la stabilité financière grâce aux études sur le risque de crédit.

Ces travaux sont menés sur les ensembles de données collectées et gérées par la Direction des entreprises : états comptables, événements judiciaires et marquants, restructurations, liens financiers, incidents de paiements sur effets de commerce, encours d'engagements des banques (Centrale des risques).

2. Travaux nouveaux pour 2009**2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an**

Pas de nouvelle enquête.

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2009

Sans objet

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2009

Pas de nouveau projet.

La Banque de France gère une base de données de comptes consolidés. L'entrée en vigueur des normes IFRS pour l'exercice 2005 permettra de faire de nouveaux travaux statistiques sur les bilans des exercices 2005, 2006 et 2007.

3. Opérations répétitives

La Direction des entreprises réalise deux enquêtes spécifiques auprès des entreprises non financières :

- la première collecte des données comptables spécifiques pour constituer la Centrale des bilans ;
- la deuxième porte sur la durée d'utilisation des équipements productifs (DUE) ;

Ces enquêtes, ainsi que le fichier de données comptables Fiben, permettent de mener des études approfondies sur le système productif, et de fournir des statistiques systématiques par secteur et taille d'entreprises rendant possible le suivi de ces populations et la mise en situation de chaque entreprise.

3.1. Enquêtes

La Banque de France réalise chaque année par l'intermédiaire de son réseau de succursales une enquête sur la durée d'utilisation des équipements productifs (DUE) dans l'industrie. Elle porte sur 1500 entreprises environ. L'indicateur employé mesure le nombre moyen hebdomadaire d'heures de fonctionnement des équipements productifs. Les éléments recueillis permettent également d'analyser les composantes de la durée d'utilisation (effectifs, travail posté, arrêts) et les possibilités d'accroissement de la production. L'enquête a été simplifiée en 2007. Elle est transférée à compter de 2008 à la DGEI (DAMEP).

La collecte annuelle des données comptables spécifiques de la Centrale des bilans apporte un complément aux données fiscales afin de permettre une analyse méso - économique sur des concepts de la comptabilité nationale. Elle porte sur 30 000 entreprises environ. Cette collecte repose sur le volontariat des entreprises participantes. Outre les études spécifiques qu'elle permet, elle conduit à établir des statistiques de référence par secteur et taille.

3.2. Exploitation de fichiers administratifs

Néant

3.3. Autres travaux

L'Observatoire des entreprises réalise chaque année, au cours de l'été, une étude sur la situation des PMI à partir des données de la Centrale de bilans sur l'année n-1. Celle-ci fournit une analyse de la situation financière des entreprises. Les innovations apportées en 2007 (classes de taille, redressement de l'échantillon, l'appartenance à un groupe industriel) seront poursuivies. Par ailleurs, une nouvelle étude sera menée à l'automne 2008 sur l'ensemble des secteurs économiques, avec un focus sur les groupes industriels.

L'évolution des délais de paiement et du crédit interentreprises est suivie grâce à un dossier statistique publié à l'automne. La Banque de France est rapporteur de l'observatoire des délais de paiement réactivé à partir du mois de septembre 2006. Deux rapports au ministre ont été remis en décembre 2006 et décembre 2007. La Banque de France participe à cet égard à l'évaluation de l'impact d'une réduction des délais de paiement envisagée dans le cadre de la loi de modernisation économique.

Les statistiques sectorielles annuelles fournissent une analyse sur l'activité, le financement et le risque, aux différents acteurs économiques : entreprises, banques, organismes professionnels.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

5. Aspects particuliers du programme 2009

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Néant

5.2. Aspects « environnement »

Néant

5.3. Aspects européens

La Banque de France a participé à la fondation de la base de données des comptes harmonisés BACH et la Centrale de bilans de la Banque de France l'alimente depuis l'origine pour les données françaises. La base BACH est maintenant étendue à l'ensemble des secteurs au niveau division.

La direction des Entreprises participe activement aux travaux du Comité européen des centrales de bilans. L'extension à d'autres pays, notamment les nouveaux entrants dans l'UE, est recherchée.

Plusieurs groupes de travail poursuivront leurs travaux sur les activités suivantes :

- Construction de ratios sectoriels harmonisés sous forme de distribution dans chaque pays
- Étude comparée par pays des cashflows, des fonds propres et de la couverture des risques
- Étude de l'impact sur les bases de données des nouvelles normes comptables IAS
- Participation à la Task Force sur l'effet des nouvelles normes comptables sur les statistiques d'entreprises, notamment sur les grands groupes
- Travaux sur les méthodes d'analyse du risque de crédit

6. Liste des publications

- La liste des publications est disponible sur le site internet de la Banque de France (www.banque-france.fr-publications et www.banque-france.fr-recherches/travaux de recherche de l'observatoire des entreprises)